**DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)**

Dans un souci de simplification des formalités de réponse, nous vous invitons fortement à compléter le DUME en ligne en utilisant le service DUME mis à disposition sur le profil acheteur de paris habitat ou, à défaut, à compléter la présente annexe.

1. **INFORMATION CONCERNANT LA PROCEDURE DE PASSATION ET LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

|  |  |
| --- | --- |
| **IDENTITE DE L’ACHETEUR** | **Paris Habitat -OPH**  **N° de SIREN** : 344 810 825 R.C.S. Paris  **Adresse Postale** : 21 bis, rue Clause Bernard – 75253 Paris Cedex 05  **Correspondant** : Madame la Directrice Générale de Paris Habitat  **Téléphone** : 01.71.37.00.00  **Adresse internet de l’établissement** : <https://www.parishabitat.fr/Pages/Accueil.aspx>  **Adresse internet du profil acheteur** : <http://marches-publics.parishabitat.fr/accueil.htm> |
| **MARCHE CONCERNE** | **Référence de la consultation** : Cliquez ici pour taper du texte.  **Objet de la consultation** : Cliquez ici pour taper du texte.  **Lots concernés** Cliquez ici pour taper du texte.  **Adresse internet où les documents de marchés/d’accord-cadre sont disponibles** :  <http://marches-publics.parishabitat.fr/accueil.htm>  Des informations sur les exigences relatives aux groupements sont disponibles dans le Règlement de la consultation et le Cahier des Clauses Administratives Particulières inclus dans le Dossier de Consultation des Entreprises. |

1. **INFORMATION CONCERNANT L’OPERATEUR ECONOMIQUE**
2. **INFORMATIONS CONCERNANT L’OPERATEUR ECONOMIQUE**

|  |  |
| --- | --- |
| **IDENTIFICATION** | |
| Raison sociale de l’opérateur économique | ……………………………… |
| N° de SIRET ou de TVA intra-communautaire pour les entreprises étrangères | ……………………………… |
| Adresse postale | ……………………………… |
| Personne(s) de contact[[1]](#footnote-1)  Téléphone  Courriel  Adresse internet (le cas échéant) | ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
|  | |
| Rôle de l’opérateur économique dans le cadre de la présente consultation : | Candidat seul  Mandataire d’un groupement momentané d’entreprises  Co-traitant non mandataire dans le cadre d’un groupement momentané d’entreprises  Sous-traitant |
| **INFORMATIONS GENERALES** | |
| l’opérateur économique est il une micro, une petite ou une moyenne entreprise ? | Oui Non |
| Uniquement pour le cas des marchés/accords-cadres réservés, l’opérateur économique est il un atelier protégé, une « entreprise sociale » ou prévoit il l’exécution du marché/de l’accord-cadre dans le cadre de programmes d’emplois protégés ?  Si oui, quel est le pourcentage correspondant de travailleurs handicapés ou défavorisés ?  Veuillez indiquer à quelles catégories de travailleurs handicapés ou défavorisés les salariés concernés appartiennent. | Oui Non  ………………………………%  …………………………… |
| L’opérateur économique est il établi à l’étranger ?  Dans l’affirmative, l’opérateur économique a-t-il déjà déclaré le détachement de salariés sur le sol français, susceptibles d’intervenir dans l’exécution du marché/de l’accord-cadre ?  Dans l’affirmative, l’opérateur économique produira, au plus tard au stade de l’attribution du marché/de l’accord-cadre :   * Une copie de la déclaration de détachement transmise à l’unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l’emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 * Une copie du document désignant le représentant mentionné à l’article R. 1263-2-2. (La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l’employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l’acceptation par l’intéressé de sa désignation ainsi que la date d’effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.. | Oui Non  Oui Non |
| L’opérateur économique est il inscrit sur une liste officielle d’opérateurs économiques agréés par un Etat membre de l’Union Européenne ou est il muni d’un certificat équivalent (par exemple dans le cadre d’un système national de (pré)qualification) ?  Si oui :   1. Quel est le nom de la liste ou du certificat et le numéro de certification pertinent 2. Si le certificat d’inscription ou de certification est disponible par voie électronique, indiquer :  * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document  1. Indiquer les références sur lesquelles l’inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, le classement obtenu sur la liste officielle 2. L’inscription ou la certification couvre t’elle tous les critères de sélection requis ? 3. l’opérateur économique prouvera, en tout état de cause, le fait qu’il est à jour des déclarations et paiement requis concernant les impôts, taxes et cotisations sociales par la production d’attestations originales émanant des administrations concernées.   Si les documents pertinents sont disponibles par voie électronique, indiquez[[2]](#footnote-2) :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………    ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………    ………………………………    Oui Non  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| **FORME DE PARTICIPATION** | |
| l’opérateur économique participe t’il à la procédure de passation de marché/de l’accord-cadre avec d’autres opérateurs économiques ? | Oui Non |
| Si oui :   1. l’opérateur économique précise son rôle au sein du groupement momentané d’entreprises (chef de groupe, responsable de l’exécution de tâches spécifiques, etc…) 2. l’opérateur économique désigne les autres membres du groupement momentané d’entreprises participant conjointement à la procédure de passation de marché/de l’accord-cadre. 3. Le cas échéant, l’opérateur économique précise le nom du groupement participant.   Le présent formulaire devra être produit, en plus de celui-ci, pour chaque membre du groupement participant. | ………………………………    ………………………………    ……………………………… |
| S’il y a lieu, l’opérateur économique précise le ou les lots pour lesquels il souhaite soumettre une offre : | ……………………………… |

1. **INFORMATIONS RELATIVES AUX REPRESENTANTS DE L’OPERATEUR ECONOMIQUE**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de la ou des personnes habilité(s) à représenter légalement l’opérateur économique dans le cadre de la présente procédure de marché/d’accord-cadre2 : | ……………………………… |
| Fonction/agissant en qualité de : | ……………………………… |
| Adresse postale : | ……………………………… |
| Téléphone : | ……………………………… |
| Courriel : | ……………………………… |
| Si le représentant de l’opérateur économique dans le cadre de la présente consultation n’est pas dirigeant de l’entreprise, veuillez fournir des informations détaillées sur le pouvoir de représentation qu’il détient (forme, étendue, finalité).  L’opérateur économique fournira, au plus tard au stade de l’attribution du marché/de l’accord-cadre, la délégation de pouvoir ou de signature habilitant le représentant à engager l’entreprise dans le cadre de la présente procédure de marché/d’accord-cadre. | ……………………………… |

1. **INFORMATIONS RELATIVES AU RECOURS AUX CAPACITES D’AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique a-t-il recours à d’autres opérateurs économiques pour démontrer qu’il satisfait aux exigences du pouvoir adjudicateur quant aux capacités financières, techniques et professionnelles requises dans le cadre de la présente consultation ?  Si oui, le présent formulaire devra être produit, en plus de celui-ci, pour chaque opérateur économique concerné (membres du groupement momentané d’entreprises ou sous-traitants). | Oui Non |

1. **INFORMATIONS CONCERNANT LES SOUS-TRAITANTS AUX CAPACITES DESQUELLES LE CANDIDAT N’A PAS RECOURS**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique a-t-il l’intention de sous-traiter une part du marché/de l’accord-cadre à des tiers, dans le cadre de contrats de sous-traitance ?  Si oui, dans la mesure où elle est connue, veuillez fournir la liste des sous traitants proposés[[3]](#footnote-3) :  Part du marché/de l’accord-cadre qu’il est envisagé de sous-traiter à cet opérateur économique :  Si oui, le présent formulaire devra être produit, en plus de celui-ci, pour chaque sous-traitant concerné. | Oui Non  ………………………………    ………………………………% |

1. **MOTIFS D’EXCLUSION**
2. **MOTIFS LIES A DES CONDAMNATIONS PENALES**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l’objet d’une condamnation prononcée par jugement définitif pour l’un des motifs de condamnation visé à l’article L2141-1 à -6 du Code de la commande publique, depuis moins de 5 ans ou comportant une période d’exclusion encore applicable, fixée directement dans la sentence ? | Oui Non |
| Si la réponse est oui, indiquer :   1. La date de la condamnation 2. son objet 3. Le nom de la personne physique condamnée s’il ne s’agit pas de la personne morale 4. Dans la mesure où cela a été directement établi dans la condamnation :  * Durée de la période d’exclusion * Le ou les points concernés par l’exclusion prononcée   Si les documents pertinents (notamment la condamnation) sont disponibles par voie dématérialisée, indiquer :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Cliquez ici pour entrer une date.  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………    ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| En cas de condamnation, L’opérateur économique a-t-il pris des mesures pour démontrer qu’il est fiable en dépit de l’existence d’un motif d’exclusion pertinent (« auto-réhabilitation ») ?  Si oui, L’opérateur économique décrit les mesures prises : | Oui Non  ……………………………… |

1. **MOTIFS LIES AU PAIEMENT D’IMPOTS ET TAXES OU COTISATIONS SOCIALES**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique a-t-il rempli toutes ses obligations relatives au paiement d’impôts, taxes ou de cotisations sociales dans le pays où il est établi s’il s’agit d’une société étrangère et en France dans tous les cas ?  Si la réponse est oui, L’opérateur économique produira, au plus tard au stade de l’attribution du marché/de l’accord-cadre, la preuve de sa déclaration par la production des attestations pertinentes émanant des administrations concernées. Si ces documents sont disponibles par voie dématérialisée, veuillez préciser[[4]](#footnote-4):   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| Si la réponse est non :   1. Pays ou Etat membre concerné : 2. Quel est le montant concerné ? 3. Comment ce manquement aux obligations a-t-il été établi ?    1. Par une décision judiciaire ou administrative ?  * Cette décision est elle finale et contraignante ? * Indiquer la date de la condamnation ou de la décision : * En cas de condamnation, préciser la durée de la période d’exclusion dans la mesure où celle-ci est fixée directement dans la condamnation :   1. Par d’autres moyens ? (préciser)  1. L’opérateur économique a-t-il rempli ses obligations en payant ou en concluant un accord contraignant en vue de payer les impôts et taxes ou cotisations sociales dus, y comprise, le cas échéant, tout intérêt échu ou les éventuelles amendes ?   Les documents pertinents seront produits au plus tard au stade de l’attribution du marché/de l’accord-cadre. S’ils sont disponibles par voie dématérialisée, indiquer :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | ………………………………  ……………………………… €  Oui Non  Oui Non  Cliquez ici pour entrer une date.  ………………………………  ………………………………    Oui Non  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |

1. **MOTIFS LIES A L’INSOLVABILITE, AUX CONFLITS D’INTERÊTS OU A UNE FAUTE PROFESSIONNELLE**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique est il dans l’une des situations suivantes :   1. Fait l’objet d’une procédure de liquidation judiciaire prévue à l'[article L. 640-1 du code de commerce](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000005634379&idArticle=LEGIARTI000006238437&dateTexte=&categorieLien=cid) ou d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ? 2. Fait l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de la candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des [articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000005634379&idArticle=LEGIARTI000006239183&dateTexte=&categorieLien=cid), ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ? 3. Est admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'[article L. 631-1 du code de commerce](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000005634379&idArticle=LEGIARTI000006238071&dateTexte=&categorieLien=cid) ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger   En cas de réponse affirmative, préciser quel cas pré-listé concerne l’opérateur économique :  En cas de redressement judiciaire, indiquer la période d’observation fixée par le Tribunal de Commerce justifiant l’opérateur économique  est habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d’exécution du marché/de l’accord-cadre :  **Dans ce cas, L’opérateur économique produit obligatoirement la copie du jugement concerné à l’appui de la présente déclaration** ou, si ce document est disponible par voie dématérialisée, indiquer :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique a-t-il, au cours des trois années précédentes, dû verser des dommages et intérêts, ou été sanctionnées par une résiliation ou fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public/d’un accord-cadre antérieur ?  Si oui, L’opérateur économique précise les dates et motifs de la décision prise par le pouvoir adjudicateur :  L’opérateur économique indique précisément les mesures prises depuis lors pour remédier aux manquements reprochés, donne tout argument et fournit la preuve par tout moyen **(joindre tous documents utiles à l’appui de la présente déclaration)**, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent être remis en cause. | Oui Non  Cliquez ici pour entrer une date.  ……………………………… |
| L’opérateur économique a-t-il conclu des accords avec d’autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ?  Si oui, préciser la nature et le contenu de cet accord  Si oui, L’opérateur économique a-t-il pris des mesures d’auto réhabilitation ?  L’opérateur économique décrit précisément ces mesure, donne tout argument et fournit la preuve par tout moyen **(joindre tous documents utiles à l’appui de la présente déclaration),** que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent être remis en cause : | Oui Non  ………………………………  Oui Non  ……………………………… |
| L’opérateur économique, par sa candidature, crée une situation de conflit d'intérêts, au sens de l’article L2141-10 du Code de la Commande Publique ?  Si oui, indiquer s’il peut être remédié à la situation et par quel(s) moyen(s) :  L’opérateur économique donne tout argument et fournit la preuve par tout moyen (joindre tous documents utiles à l’appui de la présente déclaration), que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent être remis en cause. | Oui Non  ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique a t’il, par sa participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public/de l’accord-cadre, eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats ?  Si oui, précisez : | Oui Non  ……………………………… |
| L’opérateur économique peut il confirmer que :   1. Il ne s’est par rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l’absence de motifs d’exclusion ou pour démontrer qu’il justifie des capacités financières techniques ou professionnelles requises dans le cadre de la présente consultation ? 2. Qu’il n’a pas caché ces informations ? 3. Qu’il est en mesure de présenter sans délai les documents justificatifs requis par le pouvoir adjudicateur 4. Qu’il n’a pas entrepris d’influencer le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur, d’obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché/de l’accord-cadre, ni de fournir par négligence des informations trompeuses susceptibles d’avoir une influence déterminante sur les décisions d’exclusion, de sélection ou d’attribution ? | Oui Non |

1. **AUTRES MOTIFS D’EXCLUSION**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique se trouve t’il dans l’une des situations suivantes ?   1. Il a été sanctionné pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [L. 8221-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006904815&dateTexte=&categorieLien=cid), [L. 8221-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006904817&dateTexte=&categorieLien=cid), [L. 8221-5](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006904819&dateTexte=&categorieLien=cid), [L. 8231-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006904839&dateTexte=&categorieLien=cid), [L. 8241-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006904846&dateTexte=&categorieLien=cid), [L. 8251-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006904851&dateTexte=&categorieLien=cid) et [L. 8251-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000024193753&dateTexte=&categorieLien=cid) du code du travail ou a été condamné au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'[article 225-1 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417828&dateTexte=&categorieLien=cid) ; 2. Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public/de l’accord-cadre, il n'a pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ; 3. Il a été condamné au titre du [5° de l'article 131-39 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417335&dateTexte=&categorieLien=cid) ou est une personne physique condamnées à une peine d'exclusion des marchés publics.   Si la réponse est oui, indiquer :   * La date de la sanction ou de la condamnation et son objet * Le nom de la personne physique condamnée s’il ne s’agit pas de la personne morale   Dans la mesure où cela a été directement établi dans la sanction ou la condamnation :   * Durée de la période d’exclusion * Le ou les points concernés par l’exclusion prononcée   L’opérateur économique est il en mesure d’établir :   * Qu’il n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'[article 775-1 du code de procédure pénale](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006578317&dateTexte=&categorieLien=cid) ? * qu'il a régularisé sa situation ? * qu'il a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues ? * qu’il a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête * qu’il a réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation de l'[article L. 2242-5 du code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006901755&dateTexte=&categorieLien=cid) * qu’il a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute * que la peine d'exclusion des marchés publics n'est pas opposable du fait de l'obtention d'un sursis en application des articles [132-31](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417420&dateTexte=&categorieLien=cid) ou [132-32](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417421&dateTexte=&categorieLien=cid) du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des [articles 132-58 à 132-62 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417472&dateTexte=&categorieLien=cid) ou d'un relèvement de peine en application de l'[article 132-21 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417394&dateTexte=&categorieLien=cid) ou des articles [702-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577486&dateTexte=&categorieLien=cid) ou [703](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577490&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale   **Si oui, L’opérateur économique précise les éléments de fait sur la base desquels il se fonde et joint tout document utile pour le prouver à l’appui du présent document** :  Si les documents pertinents sont disponibles par voie dématérialisée, indiquer :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique fait il l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'[article L. 8272-4 du code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000024196289&dateTexte=&categorieLien=cid) ?  Si oui, L’opérateur économique est il en mesure d’établir :   * Qu’il n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'[article 775-1 du code de procédure pénale](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006578317&dateTexte=&categorieLien=cid) ? * qu'il a régularisé sa situation ? * qu'il a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues ? * qu’il a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête * qu’il a réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation de l'[article L. 2242-5 du code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006901755&dateTexte=&categorieLien=cid) * qu’il a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute   **Si oui, L’opérateur économique précise les éléments de fait sur la base desquels il se fonde et joint tout document utile pour le prouver à l’appui du présent document :**  Si les documents pertinents sont disponibles par voie dématérialisée, indiquer :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |

1. **CRITERES DE SELECTION**

L’opérateur économique a la possibilité de ne compléter les informations exigées dans la présente partie IV que des éléments exigés au titre de la candidature dans l’avis d’appel à la concurrence et/ou le règlement de la consultation (si l’opérateur économique présente ce document en qualité de sous-traitant, il est tenu de fournir les mêmes informations et documents que ceux exigés du candidat dans le cadre de la consultation concernée).

Toutefois, le présent formulaire pouvant être réutilisé par le candidat dans le cadre de consultations à venir, il lui est conseillé de reporter ci-dessous, en plus des éléments exigés dans les documents de la consultation, toutes les informations qu’il juge pertinentes compte-tenu de son activité et **de joindre à l’appui de la présente déclaration tout document qu’il jugera pertinent**.

1. **APTITUDES**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique est inscrit sur le registre professionnel ou le registre professionnel de l’Etat membre dans lequel il est établi.  \*  Il en rapportera la preuve au plus tard au stade de l’attribution du marché/de l’accord-cadre. S’ils sont disponibles par voie dématérialisée, indiquer :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| Pour les marchés/accords-cadres sur services :  Est-il nécessaire de détenir une autorisation spécifique ou être membre d’une organisation spécifique pour pouvoir fournir le service en question dans le pays dans lequel L’opérateur économique est établi ?  Dans l’affirmative, L’opérateur économique précise le type d’autorisation ou l’organisation spécifique à il doit appartenir :  L’opérateur économique détient-il cette autorisation ou appartient il à cette organisation ?  **L’opérateur économique joint l’autorisation ou prouve qu’il est membre de l’organisation correspondante à l’appui du présent document.** Si le document est disponible par voie dématérialisée, indiquer :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  Oui Non  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |

1. **CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique indique :  Son chiffre d’affaires annuel pour les trois derniers exercices disponibles : | Exercice ………………………………  Chiffre d’affaires : ……………………………… €  Exercice ………………………………  Chiffre d’affaires : ……………………………… €  Exercice ………………………………  Chiffre d’affaires : ……………………………… € |
| Son chiffre d’affaires annuel dans le domaine d’activité couvert par le marché/l’accord-cadre pour les trois derniers exercices disponibles : | Exercice ………………………………  Chiffre d’affaires : ……………………………… €  Exercice ………………………………  Chiffre d’affaires : ……………………………… €  Exercice ………………………………  Chiffre d’affaires : ……………………………… € |
| Lorsque les informations concernant le chiffre d’affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, L’opérateur économique indique la date à laquelle sa société a été créée ou a commencé son activité : | Cliquez ici pour entrer une date. |
| **Lorsque des extraits de bilan sont exigés au titre de la présente consultation, L’opérateur économique joint les documents correspondant à l’appui du présent document.**  Si ces documents sont disponibles par voie dématérialisée, l’opérateur économique indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document   Dans la mesure où les documents de la consultation ont indiqué que ces documents seraient analysés à l’aide de ratios dans le cadre de l’analyse des candidatures, L’opérateur économique déclare la/les valeurs actuelles pour le(s) ratio(s) requis[[5]](#footnote-5) : | ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| Le montant couvert par l’assurance contre les risques professionnels que l’opérateur économique a souscrit est le suivant :  **En tout état de cause, dans la mesure où l’opérateur économique est soumis à l’obligation de contracter une assurance décennale, il produira l’attestation correspondante au plus tard au stade de l’attribution du marché/de l’accord-cadre.**  **L’opérateur économique joint les documents correspondants à l’appui du présent document.**  Si ces documents sont disponibles par voie dématérialisée, L’opérateur économique indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | ……………………………… €  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique est il en mesure de fournir tout ou partie des documents et informations requises au titre de ses capacités économiques et financières ?  Si la réponse est non, L’opérateur économique indique les raisons qui en justifient :  Quels sont les éléments fournis par L’opérateur économique en lieu et place du ou des documents manquants pour justifier des ses capacités économiques et financières (déclarations appropriées de banque…) ?  **L’opérateur économique joint tout document qu’il juge pertinent pour apporter la preuve de ses capacités économiques et financière à l’appui de la présente déclaration**. Si ces documents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |

1. **CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Pour les marchés/accords-cadres de travaux**, L’opérateur économique est il en mesure de joindre une liste des prestations qu’il a exécutées au cours des 5 dernières années ?  **Dans l’affirmative, L’opérateur économique joint une liste contenant les références correspondantes à l’appui du présent document** ou indique ces informations dans le présent document[[6]](#footnote-6) :  **L’opérateur économique joint à l’appui du présent document les attestations de bonne exécution correspondant aux travaux les plus importants.** Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d’exécution de ces travaux, et précisent s’ils ont été effectués selon les règles de l’art et menés régulièrement à bonne fin.  Si ces documents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document   Si L’opérateur économique n’est pas en mesure de fournir cette liste, il indique les raisons qui en justifient :  Quels sont les éléments fournis par L’opérateur économique en lieu et place du ou des documents manquants pour justifier des ses capacités professionnelles ?  Si ces documents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non   |  |  |  | | --- | --- | --- | | Description | Montant | Date lieu d’exécution | | ……………………………… | ……………………… € | ……………………………… | | ……………………………… | ……………………… € | ……………………………… | | ……………………………… | ……………………… € | ……………………………… | | ……………………………… | ……………………… € | ……………………………… |   ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| Pour les marchés/accords-cadres de fournitures et/ou de services, L’opérateur économique est en mesure de joindre une liste des principales livraisons effectuées et/ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ?  Dans l’affirmative, **L’opérateur économique joint une liste contenant les références correspondantes à l’appui du présent document ou indique ces informations dans le présent document[[7]](#footnote-7)** :  Si L’opérateur économique n’est pas en mesure de fournir cette liste, il indique les raisons qui en justifient :  Quels sont les éléments fournis par L’opérateur économique en lieu et place du ou des documents manquants pour justifier des ses capacités professionnelles ?  Si ces documents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non   |  |  |  | | --- | --- | --- | | Description | Montant | Dates et bénéficiaire | | ……………………………… | ……………………… € | ……………………………… | | ……………………………… | ……………………… € | ……………………………… | | ……………………………… | ……………………… € | ……………………………… | | ……………………………… | ……………………… € | ……………………………… |   ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique peut faire appel aux techniciens ou organismes suivants, en particuliers ceux responsables du contrôle de la qualité :  Dans le cas de marchés/accords-cadres de travaux publics, L’opérateur économique sera en mesure de faire appel aux techniciens suivants pour exécuter les travaux : | ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique utilise l’équipement technique et les mesures suivantes pour s’assurer de la qualité des prestations fournies :  Les moyens d’études et de recherche dont dispose l’opérateur économique pour s’assurer de la qualité des prestations fournies sont les suivants : | ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique est ou sera en mesure d’appliquer les systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d’approvisionnement suivants lors de l’exécution du marché/de l’accord-cadre : | ……………………………… |
| L’opérateur économique permettra la réalisation de contrôles portant sur ses capacités de production ou sur sa capacité technique et, si nécessaire, sur les moyens d’étude et de recherche dont il dispose ainsi que sur les mesures de contrôle de la qualité ? | Oui Non |
| L’opérateur économique indique les titres d’études et professionnels détenus par7 :   * La personne morale qu’il représente * Son personnel d’encadrement (notamment responsable de la prestation de service ou de la conduite de travaux de même nature que celle du marché/de l’accord-cadre) : | ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique sera en mesure d’appliquer les mesures de gestion environnementale suivantes lors de l’exécution du marché/de l’accord-cadre : | ……………………………… |
| Les effectifs moyens annuels L’opérateur économique et le nombre de cadres dont dispose l’opérateur économique depuis trois ans sont les suivants : | |  |  |  | | --- | --- | --- | | Année | Effectif moyen annuel | Nombre de cadres | | ……………………………… | ……………………… | ……………………………… | | ……………………………… | ……………………… | ……………………………… | | ……………………………… | ……………………… | ……………………………… | |
| L’outillage, le matériel et l’équipement technique suivants seront à la disposition de l’opérateur économique pour l’exécution du marché/de l’accord-cadre : | ……………………………… |
| Pour les marchés/accords-cadres de fournitures :  L’opérateur économique fournit-il les échantillons, descriptions ou photographies requis des produits à fournir ?  L’opérateur économique fournit-il en outre les certificats d’authenticité exigés ?  **L’opérateur économique joint ces éléments à l’appui du présent document.**  Si les documents pertinents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  Oui Non  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| Pour les marchés/accords-cadre de fournitures :  L’opérateur économique peut il fournir les certificats requis, établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et reconnus compétents, attestant la conformité de produits bien identifiée par des références aux spécifications ou normes techniques, figurant dans l’avis d’appel à la concurrence ou les documents de marché/de l’accord-cadre ?  **Si la réponse est oui, L’opérateur économique produit une copie du ou des certificat(s) requis à l’appui du présent document.**  Si la réponse est non, expliquer pourquoi et indiquer quels autres moyens de preuve peuvent être fournis :  Si les documents pertinents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique peut il fournir les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants qui sont requis dans l’avis d’appel à la concurrence ou les documents de la consultation ?  **Si la réponse est oui, L’opérateur économique produit une copie du ou des certificat(s) requis à l’appui du présent document.**  Si la réponse est non, expliquer pourquoi et indiquer quels autres moyens de preuve peuvent être fournis :  Si les documents pertinents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |

1. **DISPOSITIFS D’ASSURANCE DE LA QUALITE ET NORMES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE**

|  |  |
| --- | --- |
| L’opérateur économique est en mesure de produire des certificats établis par des organismes indépendants, attestant qu’il se conforme aux normes d’assurance de la qualité requises, y compris en ce qui concerne l’accessibilité pour les personnes handicapées ?  **Si la réponse est oui, L’opérateur économique produit une copie du ou des certificat(s) requis à l’appui du présent document.**  Si la réponse est non, expliquer pourquoi et indiquer quels autres moyens de preuve peuvent être fournis :  Si les documents pertinents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |
| L’opérateur économique est en mesure de produire des certificats établis par des organismes indépendants, attestant qu’il se conforme au x systèmes ou normes de gestion environnementale requis ?  **Si la réponse est oui, L’opérateur économique produit une copie du ou des certificat(s) requis à l’appui du présent document.**  Si la réponse est non, expliquer pourquoi et indiquer quels autres moyens de preuve peuvent être fournis :  Si les documents pertinents sont disponibles par voie dématérialisée, il indique :   * L’adresse web * Le nom de l’organisme ou de l’autorité émettrice * La référence précise du document | Oui Non  ………………………………  ………………………………  ………………………………  ……………………………… |

1. **DECLARATIONS FINALES**

**Par la remise du présent document, complété, dans le cadre d’une procédure de mise en concurrence lancée par Paris Habitat, le candidat déclare sur l’honneur que les informations fournies au titre des parties II à IV ci-dessus sont exactes et correctes** et qu’elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration.

Le candidat déclare formellement être en mesure, sur demande et sans délai, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visées, notamment lorsque ces dernières ne sont requises qu’au stade de l’attribution du marché/de l’accord-cadre.

Le candidat consent formellement à ce que Paris Habitat ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le cadre de la présente passation de marché/d’accord-cadre.

**Le candidat déclare avoir pris connaissance de la Charte de déontologie pour les relations avec les fournisseurs, adoptée par Paris Habitat le 4 mai 2017, et s’engage à en respecter les termes.**

Date : Cliquez ici pour entrer une date.

1. Veuillez répéter les renseignements autant de fois que nécessaire. [↑](#footnote-ref-1)
2. Veuillez répéter les renseignements autant de fois que nécessaire. [↑](#footnote-ref-2)
3. Veuillez répéter les renseignements autant de fois que nécessaire. [↑](#footnote-ref-3)
4. Veuillez répéter les renseignements autant de fois que nécessaire. [↑](#footnote-ref-4)
5. Veuillez répéter les renseignements autant de fois que nécessaire. [↑](#footnote-ref-5)
6. Veuillez répéter les renseignements autant de fois que nécessaire. [↑](#footnote-ref-6)
7. Veuillez répéter les renseignements autant de fois que nécessaire. [↑](#footnote-ref-7)